

Nature de l'acte : 8.3

N° 2026 08 922

Mis en ligne le 21.08.2026

CHAUSSÉE RÉTRÉCIE ET STATIONNEMENT INTERDIT ROUTE DE BARTRES, AVENUE ALEXANDRE MARQUI, AVENUE DU GÉNÉRAL BARON MARANSIN, RUE ST PIERRE, PLACE MARCADAL, RUE DE LA GROTTÉ, AVENUE BERNADETTE SOUBIROUS, PLACE MGR LAURENCE, BOULEVARD DU COMMANDANT CÉLESTIN ROMAIN, PASSAGE NOTRE DAME, RUE DE PAU, DANS LE CADRE DE TRAVAUX DE TIRAGE DE CÂBLES FIBRE OPTIQUE DANS LES CHAMBRES EXISTANTES ET POTEAUX PAR L'ENTREPRISE CIRCET POUR LE COMPTE DE SFR DU 24 AOÛT AU 12 SEPTEMBRE 2026 INCLUS DE 20H00 À 07H00

Le Maire de la Ville de Lourdes,

Vu les articles L2122-18, L2212-1, L2212-2, L2212-5, L2213-1 et L2213-2 du code général des collectivités territoriales,

Vu les prescriptions du code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, huitième partie signalisation temporaire, approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),

Vu l'arrêté municipal en date du 21 décembre 2009, modifié, réglementant la circulation et le stationnement dans la ville de Lourdes,

Vu la demande de l'entreprise CIRCET sise 16 chemin de la Chasse - 31770 COLOMIERS, relative à des travaux de tirage de câbles fibre optique dans chambre en chambre existantes et de poteau en poteau existants pour le compte de SFR, route de Bartres, avenue Alexandre Marqui, avenue du Général Baron Maransin, rue St Pierre, Place Marcadal, rue de la Grotte, avenue Bernadette Soubirous, Place Mgr Laurence, boulevard du Commandant Célestin Romain, passage Notre Dame, rue de Pau , du 24 août au 12 septembre 2026 inclus de 20h00 à 07h00.

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre les mesures réglementant la circulation et/ou le stationnement des véhicules afin de permettre l'occupation ou l'exécution de travaux sur la voie publique, de prévenir les accidents et de garantir la sécurité des usagers

ARRÊTE

Article 1 - Autorisation.

Du 24 août au 12 septembre 2026 inclus de 20h00 à 07h00, l'entreprise CIRCET est autorisée à occuper le domaine public, et à utiliser un camion nacelle, et véhicules de chantier route de Bartres, avenue Alexandre Marqui, avenue du Général Baron Maransin, rue St Pierre, Place Marcadal, rue de la Grotte, avenue Bernadette Soubirous, Place Mgr Laurence, boulevard du Commandant Célestin Romain, passage Notre Dame, rue de Pau dans le cadre de travaux de tirage de câbles fibre optique dans chambres existantes.

Article 2 - Stationnement.

Durant la période visée à l'article 1, le stationnement est interdit route de Bartres, avenue Alexandre Marqui, avenue du Général Baron Maransin, rue St Pierre, Place Marcadal, rue de la Grotte, avenue Bernadette Soubirous, Place Mgr Laurence, boulevard du Commandant Célestin Romain, passage Notre Dame, rue de Pau selon l'avancée du chantier.

Article 3 - Circulation.

Durant la période visée à l'article 1, la circulation est en chaussée rétrécie route de Bartres, avenue Alexandre Marqui, avenue du Général Baron Maransin, rue St Pierre, Place Marcadal, rue de la Grotte, avenue Bernadette Soubirous, Place Mgr Laurence, boulevard du Commandant Célestin Romain, passage Notre Dame, rue de Pau, et gérée manuellement ou par feux tricolores selon l'avancée du chantier.

La circulation est réduite à 30 km/h aux abords du chantier.

Dans le cas où la circulation des piétons ne serait pas maintenue au droit des emprises, le bénéficiaire devra aménager un passage sécurisé à l'aide de barrières ou cônes de signalisation.

Article 4 - Affichage de l'arrêté.

Cet arrêté ne prend effet que s'il est publié électroniquement sur le site de la ville conformément à la réglementation en vigueur.

Il doit être affiché par le bénéficiaire :

- soit aux extrémités de l'emprise concernée par cette réglementation ;
- soit à l'endroit précisé par cette réglementation.

Cet affichage ne doit pas occulter les panneaux de signalisation mis en place en exécution du présent arrêté.

Article 5 - Signalisation, balisage.

La signalisation et le balisage nécessaires à l'application des dispositions stipulées sont mis en œuvre par le bénéficiaire à ses frais et sous sa responsabilité.

Ils devront être conformes aux dispositions prévues par :

- l'instruction interministérielle citée ci-dessus ;
- la Police Municipale ou la Police Nationale ;
- les services techniques municipaux.

La signalisation interdisant le stationnement sera disposée sur le domaine public au moins 48 heures avant la prise d'effet de cette dernière.

La commune ayant mis en place l'extinction de l'éclairage public la nuit, les dispositifs pour la signalisation des chantiers devront être obligatoirement réfléchissants et complétés par trirflash.

Le chantier et les véhicules de chantier doivent être balisés de façon suffisante afin de les protéger et inviter les piétons et les véhicules à les contourner en toute sécurité.

Article 6 - Enlèvement des véhicules

Afin de permettre le bon déroulement des travaux, tout véhicule contrevenant aux dispositions de l'article 2 du présent arrêté sera considéré comme gênant au regard de l'article R.417-10 II 10° du code de la route (stationnement gênant sur une voie publique spécialement désignée par arrêté de l'autorité investie du pouvoir de police municipale et mis en fourrière selon les dispositions de l'article R.417-10 V de ce même code).

Article 7- Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

D'autre part, Le bénéficiaire de l'arrêté doit conserver l'accès des riverains.

Article 8 - Exceptions

Les dispositions de cet arrêté ne sont pas applicables aux :

- véhicules de secours et de lutte contre l'incendie,

- véhicules de police,
 - véhicules de ramassage des ordures ménagères,
 - véhicules des services municipaux.
- lorsqu'ils sont en service.

Article 9 - Constatation des contraventions

Toute contravention aux dispositions de ce présent arrêté sera constatée par les agents ou fonctionnaires assermentés et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 10 - Recours

Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification à l'intéressé ou à compter de sa date de publication électronique.

Article 11 - Application de l'arrêté.

Madame la Directrice Générale des Services, et Madame la Cheffe de la Police Municipale, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lourdes, le 21 août 2026

Pour Le Maire,
L'adjoint délégué,




Jean-Michel LABADY

Notifié le
☐ Par courrier recommandé envoyé le
☐ Par remise en main propre
☒ Par mail envoyé le 21.08.2026
 Je soussigné(e).....
 Signature :

Certifie avoir reçu un exemplaire du présent acte. A compter de cette date, le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le

Tribunal Administratif de PAU
Cours Lyautey - 64000 PAU

dans un délai de deux mois.